

Introduction

En 1880, lorsque naît Hervé de Guébriant, l'aristocratie rurale continue de tenir en Bretagne une place importante. Cumulant le privilège de la naissance et de la fortune, elle est au cœur des réseaux de pouvoir locaux, bénéficiant du soutien du clergé dont l'autorité reste immense. Elle se distingue par l'ampleur de ses ressources en capital, support de sa prééminence sociale. Son capital économique est en premier lieu foncier, fondé sur la propriété de la terre qui lui apporte revenus et considération. Mais il réside aussi dans des placements mobiliers qui indiquent que cette aristocratie sait composer avec la modernité économique. Outre la rente foncière donc, actions et obligations lui procurent d'importants revenus qui lui permettent de maintenir un train de vie ostentatoire dont la « vie de château » est l'élément le plus emblématique. La double résidence qui la caractérise, du moins pour sa partie la plus fortunée, montre néanmoins que son horizon ne se limite pas à ses possessions foncières, parfois dispersées à l'échelle de la Bretagne voire du pays au gré des héritages et des alliances familiales. Par sa nature même, l'aristocratie rurale investit aussi la vie mondaine parisienne dans des fastes constitutifs de son mode de vie. À son capital économique, elle ajoute un capital social considérable, à travers un réseau étendu d'interconnaissances qu'elle est capable de mobiliser à tout instant et qui lui donne un solide pouvoir d'influence au service de ses engagements politiques. Enfin, toutes ces ressources économiques et sociales confortent son prestige auprès des populations, véritable capital symbolique qui est au cœur de l'identité nobiliaire. L'évergétisme se conjugue au patronage pour tisser un solide réseau de fidélités et d'obligés à l'échelon de la commune ou du canton. L'enracinement dans une communauté historique paroissiale, où son dévouement est célébré en toute occasion par le clergé, participe à l'objectivation de son autorité sociale en autorité naturelle, entendue ici comme dégageant de tout regard critique, confortée par la tradition.

Pourtant, en cette fin du XIX^e siècle, les élites aristocratiques bretonnes doivent composer de manière croissante avec des réalités qui remettent en cause leur pouvoir comme autant de défis auxquels il leur faut répondre. L'avènement de la III^e République et son entreprise de républicanisation des campagnes sont lourds de conséquences pour l'aristocratie royaliste qui communique le plus souvent dans la pensée contre-révolutionnaire et le catholicisme intransigeant. Non seulement, elle les coupe du pouvoir central et de l'appareil d'État qui leur est clairement hostile sur le plan local, mais elle est désormais soumise à la modernité démocratique et donc aux regards critiques d'opposants politiques qui cherchent à dénaturer son autorité en la réduisant à une domination oppressive sur les populations rurales. Par ailleurs, l'essor du capitalisme et de l'industrialisation fragilise son capital foncier tandis qu'il porte en lui des ferments de mutation

des sociétés rurales traditionnelles qu'elle perçoit comme autant de vecteurs d'affaiblissement de son influence sociale. La « fin des notables¹ » que Daniel Halévy perçoit dès les années 1870 souligne la dynamique d'un monde qui change au détriment des élites sociales traditionnelles souvent issues de l'aristocratie. À cette date, on en est pourtant loin en Bretagne même si les résultats des élections législatives confortent, scrutin après scrutin, l'idée d'un déclin irrépessible quoique géographiquement différencié de l'aristocratie rurale. Le conflit entre l'Église et l'État qui structure la première phase de la III^e République lui permet, en effet, de se poser en défenseur intransigeant des intérêts du clergé et de la foi catholique des populations rurales. Ce combat, dans ses multiples modalités, la replace au premier plan des communautés paroissiales, contribuant à son prestige même si l'impact du Ralliement dans le clergé breton et l'essor de la démocratie chrétienne qui s'ensuit ne sont pas sans induire de fortes tensions internes. Par ailleurs, elle investit les multiples ressources en capitaux dont elle dispose dans la voie de l'associationnisme agraire qui vise à contrôler le processus d'intégration des campagnes bretonnes dans la constitution d'un marché national. Les premiers succès qu'elle rencontre en ce domaine, notamment sur le plan du syndicalisme agricole, disent bien les capacités de l'aristocratie foncière à maintenir son emprise sur le monde rural et paysan breton nonobstant là encore des disparités à l'échelle de la région.

C'est dans ce cadre et ce contexte qu'il importe d'étudier précisément la stratégie sociale des Guébriant à travers leur trajectoire familiale à Saint-Pol-de-Léon. Il s'agit ici d'observer les caractéristiques multiples d'une grande famille nobiliaire bretonne sans entrer cependant totalement dans la logique d'une monographie familiale telle que l'a pratiquée Bertrand Goujon avec les Arenberg². Néanmoins, l'évocation de leur parcours tout au long du XIX^e siècle permet ici aussi d'interroger « la persistance de l'Ancien Régime » dans la société française postrévolutionnaire³. Opérée au cours du XIX^e siècle, leur trajectoire sociale met en évidence les différentes étapes d'un ancrage géographique réussi et dévoile les modalités d'affirmation d'une autorité sociale dans les campagnes léonardes. La politique d'acquisitions foncières à Saint-Pol-de-Léon et dans les environs, la construction du château de Kernévez, lieu d'ancrage et de mise en scène de la distance sociale, et l'évergétisme familial contribuent en trois générations à faire des Guébriant, originaires des Côtes-du-Nord, une des plus grandes familles nobiliaires du Léon. Les archives familiales permettent notamment de saisir l'importance des alliances matrimoniales qui favorisent cette trajectoire ascendante consacrée par les succès électoraux d'Alain de Guébriant, élu maire et conseiller général de Saint-Pol-de-Léon, dans les années 1880, puis par l'avènement de son fils Hervé à la tête de l'Office central de Landerneau en 1919, dont il fait en deux décennies une des plus puissantes organisations agricoles du pays. L'ensemble de cette trajectoire sociale permet alors d'appréhender le processus de réinvention de la noblesse étudié par Claude-Isabelle Brelot en Franche-Comté⁴. C'est, en effet, un mécanisme progressif de transfiguration sociale qui s'opère dans lequel l'élite aristocratique investit la figure du notable dans ses multiples avatars.

1. HALÉVY Daniel, *La fin des notables*, Paris, Hachette, 1930.

2. GOUJON Bertrand, *Les Arenberg. Le gotha à l'heure des nations (1820-1919)*, Paris, Presses universitaires de France, 2017.

3. MAYER AINO, *La persistance de l'Ancien Régime : l'Europe de 1848 à la Grande Guerre*, Paris, Flammarion, 1983.

4. BRELOT Claude-Isabelle, *La noblesse réinventée. Nobles de Franche-Comté de 1814 à 1870*, Paris, Les Belles Lettres, 1992, 2 vol.

Car, à travers la personne d'Hervé de Guébriant, c'est bien la biographie d'un notable qui dessine l'horizon de cette étude avec l'ambition de dépasser l'utilisation souvent générique et donc imprécise du terme. Entre l'essentialisation du notable comme autorité naturelle et sa réduction à une dimension purement fonctionnelle, médiateur entre la sphère locale et la société englobante, on s'efforcera ici de rendre compte de la complexité du phénomène notabiliaire en s'interrogeant sur la figure d'autorité qu'Hervé de Guébriant a pu constituer dans son environnement comme dans ses multiples engagements. Réfléchir à la notion d'autorité naturelle telle qu'elle se donne à voir dans ses attributs personnels hérités du passé familial nécessite en effet d'en penser tous les ressorts afin d'en déconstruire l'évidence apparente. C'est donc une réflexion sur l'autorité comme objet d'histoire sociale et politique qu'il est possible ici d'envisager⁵. Questionner les ressorts de cette autorité c'est d'abord en questionner la nature et les éléments de légitimité qui la fondent. « Moins qu'un ordre, plus qu'un conseil » nous dit Myriam Revault d'Allonnes⁶, soulignant avec Hannah Arendt que l'autorité s'éloigne autant de la persuasion que de la contrainte⁷, indiquant avec Alexandre Kojève qu'elle n'existe que si elle est reconnue⁸. C'est justement cette reconnaissance qui demande à être interrogée au gré des évolutions de la trajectoire notabiliaire d'Hervé de Guébriant. Elle renvoie, on l'a dit, à un ensemble de ressources dont la plus importante est le capital symbolique, vecteur clé de cette reconnaissance car déterminant une légitimité qui tend à être objectivée. Reposant sur les attributs familiaux des Guébriant, ce capital symbolique puise aussi dans une importante production discursive qui met en sens et en scène l'autorité du notable. Outre le discours clérical, ici fondamental, on s'attachera à mettre également en valeur l'importance de l'agrarisme, courant idéologique qui accompagne le syndicalisme agricole prôné par le président de l'Office central de Landerneau. Postulant l'altérité du monde rural à l'égard d'un monde urbain et industriel vigoureusement déprécié, le discours agrarien développe en conséquence l'idée d'une unanimité d'intérêt liant l'ensemble des acteurs du monde rural et agricole, mythifié dans ses valeurs, permettant aux élites de la terre de se légitimer en tant que défenseurs et porte-parole naturels. C'est dans ce cadre qu'il est possible au président de l'Office central d'établir son autorité, trouvant dans la force de cette organisation la représentativité qui lui permet de « faire autorité » auprès des paysans finistériens voire des pouvoirs publics, après son élection comme président de la chambre d'agriculture du Finistère en 1927. Mais au-delà de ces éléments, interroger l'autorité du grand notable qu'est Hervé de Guébriant c'est aussi la penser dans son rapport au temps, non pas seulement dans le contexte dans lequel elle s'affirme mais plus fondamentalement encore dans la façon dont le temps la fonde⁹. S'il excipe sans cesse de la tradition et donc du passé pour conforter son autorité auprès de la paysannerie, Hervé de Guébriant n'est pas non plus sans l'établir sur l'avenir, déployant

5. La réflexion historiographique sur l'autorité comme phénomène social et politique n'est guère fournie comme le remarque Pierre KARILA-COHEN, « L'autorité, objet d'histoire sociale », *Le Mouvement social*, 2008/3, p. 3-8. Voir DROIT Emmanuel et KARILA-COHEN Pierre, *Qu'est-ce que l'autorité? France-Allemagne(s), XIX^e-XX^e siècles*, Paris, éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2016.

6. REVAULT D'ALLONNES Myriam, *Le pouvoir des commencements. Essai sur l'autorité*, Paris, Seuil, 2006, p. 13.

7. ARENDT Hannah, « Qu'est-ce que l'autorité? », in *La crise de la culture*, Paris, Seuil, 1972.

8. KOJÈVE Alexandre, *La notion de l'Autorité*, Paris, Gallimard, 2004, p. 96.

9. « Le temps est la matrice de l'autorité » note ainsi M. REVAULT D'ALLONNES, *op. cit.*, p. 13. De son côté, Alexandre KOJÈVE écrit que « le temps a en tant que tel la valeur d'une Autorité », *op. cit.*, p. 119.

dès l'entre-deux-guerres, à partir de l'Office central, un vaste projet de modernisation contrôlée du monde rural breton tandis qu'il fait du corporatisme l'horizon institutionnel concrétisant la promotion des élites de la terre. La tradition comme pouvoir de se projeter vers l'avenir lui permet ainsi de « faire autorité » dans le présent car l'autorité est essentiellement active ; elle ne s'exerce que lorsqu'elle inscrit l'action dans un devenir. À l'autorité du Père, fondée sur le passé, s'ajoute ainsi celle du Chef établie sur l'avenir, pour reprendre une partie des catégories élaborées par Alexandre Kojève qui prennent sens dans le parcours d'Hervé de Guébriant, homme de tradition ayant eu toute sa vie le respect du chef, entendu ici comme forme d'autorité consacrant les hiérarchies sociales. C'est ainsi un rapport complexe et dialectique au temps qui permet de repenser la relation entre la tradition et la modernité qui caractérise ses multiples engagements dans le monde agricole. Organiser le monde agricole est en effet le fil rouge de sa trajectoire sociale épousant les différents avatars de sa figure notabiliaire dans une interrelation frappante entre la nature et le niveau de ressources sociales dont il dispose et le projet qu'il s'efforce alors de mettre en œuvre.

La richesse exceptionnelle des sources disponibles au sein des archives familiales, particulièrement volumineuses, ou des archives de l'Office central à Landerneau permet alors de restituer précisément les différentes étapes de sa trajectoire notabiliaire en s'interrogeant sur les choix opérés en fonction de ses attributs personnels, hérités et construits, et des configurations sociales dans lesquelles il s'insère à des moments donnés. L'approche sociohistorique, puisant notamment dans l'appareil conceptuel de Pierre Bourdieu¹⁰, permet ici d'envisager une lecture au plus près des évolutions de la figure de notable d'Hervé de Guébriant, restituant l'articulation qui se joue en permanence entre les logiques de champ, les ressources en capital dont il dispose et les évolutions historiques dans lesquelles elles s'inscrivent. Ce n'est qu'en réinsérant l'individu comme acteur social dans le champ des contraintes et des opportunités qui s'offrent à lui, en fonction des ressources dont il dispose, qu'il est possible de dépasser « l'illusion biographique¹¹ » et d'affirmer l'historicité du sujet en évitant la tentation téléologique. Si le terme de stratégie renvoie *a priori* à une intelligence permanente du contexte social qui est loin d'être systématique, il n'enlève rien me semble-t-il aux incertitudes voire aux hasards des circonstances qui pèsent sur les choix opérés. C'est cette exigence qui a guidé la construction d'une biographie centrée sur une périodisation en quatre temps, comme autant de moments où il est possible de saisir cette dialectique complexe entre l'engagement d'un acteur social spécifique et le déterminisme social des structures dans lesquelles il s'insère.

Hervé de Guébriant est d'abord une figure d'héritier lors de son enfance au château, lieu et moment privilégié d'inculcation d'un *habitus* de groupe et d'un *ethos* nobiliaire qu'il va donner à voir tout au long de sa vie. Jeune homme, il fait aux côtés de son père l'expérience des combats politiques contre les milieux républicains mais également au sein du monde catholique face aux démocrates-chrétiens d'autant plus détestés qu'ils remettent en cause la prétention de l'aristocratie rurale à représenter les populations catholiques bretonnes. L'apprentissage de la notabilité se fait alors dans la conscience des propriétés personnelles dont le dote son appartenance à l'élite nobiliaire et des contestations

10. On pense ici en premier lieu à *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1979, et *Le sens pratique*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1980.

11. BOURDIEU Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 62-63, juin 1986, p. 69-72.

dont elle fait l'objet. Entre-temps, il s'est engagé, non sans hésitation, dans des études agronomiques qui favorisent à terme son implication dans l'organisation professionnelle du monde agricole comme de nombreux représentants de l'aristocratie rurale. Bien des incertitudes pèsent encore sur un devenir qui est loin d'être tracé. Sa participation à la fondation de l'Office central de Landerneau en 1911 est une date décisive même si elle ne s'affirme comme telle qu'au lendemain de la Première Guerre mondiale. Le processus de construction d'une légitimité d'ordre professionnel qui l'éloigne de la vie mondaine parisienne où se déroule encore une large part de la vie aristocratique est, par ailleurs, interrompu par la Grande Guerre dont il fait l'expérience redoutable et relativement singulière. Fait prisonnier en 1915, il passe une partie de la guerre dans un camp en Bavière avant d'être interné en Suisse puis libéré à l'approche de l'armistice. Ses archives permettent ici de retracer précisément la vie quotidienne dans un camp de prisonniers et les spécificités des camps d'internement dans les sanatoriums suisses.

Au sortir de la guerre, cette légitimité associée aux vides créés par la guerre au sein de l'équipe dirigeante de l'Office central lui offre l'opportunité d'en devenir président. Au cours des vingt années qui suivent, il en est le véritable bâtisseur, opérant des choix stratégiques qui témoignent tout à la fois de ses qualités personnelles et de la valorisation des ressources qu'il a héritées de sa famille et de son parcours d'étude. La réussite du modèle de l'Office central qui devient durant cette période une des plus grosses organisations agricoles du pays ne peut se comprendre que dans cette interaction entre les contraintes multiples auxquelles il est confronté et sa capacité à y faire face, fort des ressources croissantes qu'il peut mettre en œuvre. C'est en tout cas avec la réussite de l'Office central que sa figure de notable traditionnel prend une nouvelle dimension. Faire autorité devient alors une préoccupation de tous les instants. Son élection comme président de la chambre d'agriculture du Finistère en 1927 institutionnalise cette autorité aux yeux des masses paysannes tandis qu'elle renforce sa représentativité et son insertion dans les réseaux agrariens solidement constitués à l'échelle du pays. La singularité de son parcours de notable se construit ici dans un déni du politique – entendu ici dans sa dimension parlementaire – comme modalité de médiation entre les populations et le pouvoir central et dans une logique de développement économique endogène fondé sur les ressources locales. L'hostilité à l'État républicain tout comme la volonté de contrôler la modernisation des campagnes afin de préserver la société rurale hiérarchisée et ordonnée autour de ses élites dans laquelle il inscrit son action explique cette particularité qu'il convient d'interroger précisément. À travers son cas spécifique, il est ainsi possible de penser la distinction entre l'autorité (sociale) et le pouvoir (politique) qui est sans doute une des caractéristiques de la III^e République, du moins dans certaines régions. Pour autant, quoiqu'il en dise, on peut aussi analyser son action notabiliaire comme celle d'un entrepreneur en politique dont les ressources multiples et croissantes sont mises dans les années 1930 au service d'une promotion du corporatisme comme modèle alternatif au régime républicain. Son parcours est ici emblématique de la radicalité qui s'empare des milieux agrariens de l'Union centrale des syndicats agricoles (UCSA), dont il est le vice-président, lorsqu'ils la transforment, en 1934, en Union nationale des syndicats agricoles (UNSA) pensée comme une machine de guerre contre le régime et comme la préfiguration d'un ordre corporatif auquel ils aspirent. Technicisation du politique et dépolitisation du social sont au cœur de ce projet. C'est cette nouvelle forme d'articulation entre le local et le national mise

en œuvre par Hervé de Guébriant qu'il faut analyser en s'éloignant ainsi des réflexions de Suzanne Berger trop exclusivement centrées sur l'isolationnisme landernéen¹².

Cette stratégie notabiliaire à l'intersection de l'ancrage social finistérien et des aspirations politiques nationales trouve son débouché dans le régime de Vichy, accomplissement apparent de la trajectoire de ce grand notable breton. Nommé, en décembre 1940, président de la Commission nationale d'organisation corporative par le maréchal Pétain, il est chargé de mettre sur pied la Corporation paysanne dont il devient le syndic régional pour les départements des Côtes-du-Nord et du Finistère. Organiser le monde agricole se déploie désormais dans son esprit à l'horizon de la nation tout entière, dans une entreprise de régénérescence qui participe de la Révolution nationale. Pressenti un temps comme gouverneur d'une province de Bretagne reconstituée, il devient membre du Conseil national de Vichy. Figure d'autorité, il se présente dès lors comme une figure de pouvoir, véritable consécration qu'il paye de multiples tracas. Ses archives en disent long sur l'intensité de ses engagements et sur les difficultés rencontrées, renouvelant en partie, du fait de leur richesse, la connaissance de la Corporation paysanne¹³. Elles éclairent les dissensions qui traversent la Commission et le rapport de force permanent qui l'oppose aux différents ministres de l'Agriculture, révélant en cela les apories du projet corporatiste. Les nombreux entretiens qu'il a avec le maréchal Pétain dévoilent les ressorts d'une vénération qui confine à l'absence de lucidité en même temps qu'ils permettent d'appréhender le fonctionnement du régime. La Libération est, par la suite, un temps d'épreuves redoutables pour Hervé de Guébriant entre la mort de son fils, maire de Saint-Pol-de-Léon, exécuté par les Allemands le 4 août 1944, et son arrestation puis son internement à Rennes pour près de huit mois. Le témoignage circonstancié de cet internement livre une vision dépréciative de ce qui est vécu par l'écrasante majorité des Français comme un moment d'enthousiasme. C'est celle d'un vaincu de l'histoire.

La dernière partie s'attache alors à souligner la capacité de résilience puis de rebond d'Hervé de Guébriant qui s'organise autour d'une entreprise de reconquête de l'Office central et des différents organismes qui lui sont liés et, parallèlement, dans la lutte pour sa réhabilitation. Menés victorieusement, ces combats lui permettent de retrouver une place de premier plan au sein du monde rural et agricole breton. L'analyse de son action permet d'interroger les ultimes mutations de sa figure de notable. Acteur majeur de la révolution agricole bretonne, il participe à l'aventure du Comité d'études et de liaison des intérêts bretons (CÉLIB) et se réinsère dans une sociabilité agrarienne désormais pleinement immergée dans les allées du pouvoir. Sa reconnaissance officielle par les pouvoirs publics des IV^e et V^e Républiques dit bien le chemin parcouru depuis la Libération au prix de l'abandon de ses convictions corporatistes et d'une intégration notabiliaire à un système politique et administratif qu'il avait si longtemps décrié. Longtemps pensé comme une autorité sociale naturelle, le notable que continue d'être Hervé de Guébriant semble alors s'inscrire pleinement dans une dimension fonctionnelle où sa représentativité, qu'il s'est efforcé d'affirmer, est le garant de sa reconnaissance par l'appareil d'État, une reconnaissance qui valide aux yeux des populations sa figure de notable.

12. BERGER Suzanne, *Les paysans contre la politique*, Paris, Seuil, 1975 (pour l'édition française).

13. Les archives d'Hervé de Guébriant sont à ma connaissance les plus riches sur la Corporation paysanne.